



Médias citoyens pour la paix et le vivre ensemble au Mali "Bèn Kunafoni"

MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SUIVI-EVALUATION DU PROJET

**Termes de référence pour le
recrutement d'un consultant
expert en suivi-évaluation**

Avril 2022

Table des matières

I.	CONTEXTE /JUSTIFICATION	3
II.	OBJECTIF ET RESULTATS ATTENDUS.....	4
1.	Objectif	4
2.	Résultats attendus.....	4
III.	DESCRIPTION DE LA PRESTATION.....	4
1.	Méthodologie proposée.....	4
2.	Gestion et conduite de la prestation.....	5
IV.	CALENDRIER.....	6
1.	Date de début et période de mise en œuvre des tâches	6
2.	Calendrier indicatif de la prestation :	7
V.	BESOINS.....	7
1.	Ressources humaines	7
2.	Prestataire	7
3.	Profil recherché	7
VI.	Moyens matériels et logistiques	8
VII.	PRODUITS ATTENDUS/LIVRABLES :	8
VIII.	SOUSSION ET SELECTION :	9
1.	Critères de sélection.....	9
2.	Modalités de soumission.....	9

I. CONTEXTE /JUSTIFICATION

Indispensable à la consolidation de la cohésion sociale, les médias contribuent à l'établissement et au respect de l'État de droit par la garantie du pluralisme politique, et d'une participation citoyenne de qualité. En informant le public sur des enjeux d'intérêt général, ils jouent un rôle primordial dans l'accès à l'information et l'exercice d'une citoyenneté active.

Né de la conviction de ce qui précède, le projet « Médias citoyens pour la paix et le vivre ensemble au Mali » ou « Ben Kunafoni » en bambara souhaite renforcer le professionnalisme au sein des médias, mais aussi l'éducation aux médias des consommateurs d'information, afin de promouvoir la paix et la cohésion sociale dans des contextes sécuritaires et politiques propices à la désinformation du citoyen. Il vise à créer des conditions favorables à l'émergence de médias tournés vers la production d'une information citoyenne de qualité par la mise en place de mécanismes de dialogue, de veille citoyenne et d'action. Il est mis en œuvre durant une durée de 3 ans (janvier 2022-décembre 2024) dans les territoires de 3 régions (Kayes, Sikasso et Mopti) de plus en plus exposées aux conflits et au délitement des liens sociaux et à Bamako.

S'appuyant sur plusieurs années d'expérience à propos des enjeux de citoyenneté, du vivre ensemble, et une très bonne connaissance des zones d'intervention, le projet est porté par le CCFD-Terre Solidaire en consortium avec le Grdr et l'association Azhar.

Articulé autour de 3 volets d'activités, le projet attend les trois résultats suivants :

Résultat 1 : La société civile, les autorités locales et administratives disposent d'un état des lieux actualisé de la situation dans leurs territoires en matière de pluralisme et d'accès à l'information, ainsi que d'une meilleure connaissance du cadre réglementaire et des enjeux de professionnalisation et régulation des médias.

Résultat 2 : Les acteurs clés du secteur des médias et les acteurs locaux (OSC et autorités locales et administratives) renforcent leurs compétences et leur rôle dans la diffusion des valeurs démocratiques, de vivre ensemble et de non-violence.

Résultat 3 : Des mécanismes de veille et de capitalisation alimentent un plaidoyer auprès des décideurs au niveau local et national ainsi que la sensibilisation des populations.

La logique d'intervention du projet est présentée en annexe 1 (cadre logique).

Afin de suivre la réalisation du projet, un dispositif de suivi est à mettre en place, tandis que plusieurs types d'indicateurs (qualitatifs, quantitatifs) ont été définis à différents niveaux. Ces indicateurs doivent permettre de mesurer dans quelle mesure le projet aura atteint l'objectif général (impact), son objectif spécifique et ses résultats (effets directs à moyen terme) et les produits attendus (réalisations)

Pour le suivi efficace et rigoureux des indicateurs et l'évaluation de l'atteinte des résultats escomptés, le Consortium CCFD-Terre solidaire, Azhar et le Grdr recrute un consultant expert pour la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation du projet et son opérationnalisation.

II. OBJECTIF ET RESULTATS ATTENDUS

1. Objectif

L'objectif de cette prestation est de mettre en place, dans une démarche de co-construction avec l'équipe du projet et de certains partenaires, le dispositif de suivi-évaluation du projet, notamment à partir des indicateurs du cadre logique et en tenant compte du contexte sociopolitique et de l'écosystème médiatique national au Mali.

2. Résultats attendus

- Un dispositif de suivi-évaluation du projet est mis en place
 - Le suivi de la mise en œuvre des activités est précisé (dispositif de coordination, réunions périodiques au sein de l'équipe, reporting, etc.)
 - Chaque indicateur du cadre logique est défini précisément (une fiche par indicateur qui précise les concepts, le mode de calcul, les sources) ; le cas échéant, des indicateurs pourront être reformulés ;
 - Des outils de collecte et d'analyse des données pour le suivi des indicateurs sont élaborés ;
 - Les responsabilités et la fréquence de la collecte des données sont définies au sein de l'équipe projet ;
- Le personnel du projet maîtrise pleinement les enjeux liés à la redevabilité
- Le personnel du projet est capable de collecter, analyser des données et faire le suivi des indicateurs à l'aide des outils disponibles à cet effet.

III. DESCRIPTION DE LA PRESTATION

1. Méthodologie proposée

1.1 Travail documentaire en amont

- A partir des documents pertinents : tout document ou ouvrage de référence en lien avec le suivi/évaluation de projet, la gestion axée sur les résultats ainsi que les documents du projet « Ben Kunafoni » (narratif du projet et cadre logique)

- A partir de quelques entretiens préalables avec l'équipe projet et parties prenantes (membres des comités de suivi nationaux et régionaux du projet)

Ce travail préalable permettra au prestataire de faire une première ébauche du plan de suivi/évaluation du projet.

1.2 Animation d'un atelier à Bamako (2 jours)

Cet atelier aura pour objectif de mettre en discussion la proposition de plan de suivi/évaluation du projet. Au terme de l'atelier, les participants auront validé collectivement ce plan et notamment les indicateurs, leur définition précise, leur mode de calcul ainsi que les méthodes et outils de collecte, la fréquence de cette collecte, ainsi que les responsabilités des

instances de pilotage et gestion du projet et des membres de l'équipe projet quant au suivi de la mise en œuvre des activités, mais également la collecte, l'analyse, la consolidation des données, etc. Également, le personnel du projet participant à l'atelier est capable d'opérationnaliser le dispositif de suivi/évaluation (collecter, analyser des données et faire le suivi des indicateurs à l'aide des outils disponibles).

1.3 Restitution

Cette étape sera consacrée à l'élaboration de la version finale du plan de suivi/évaluation du projet qui comprendra :

- une synthèse des conclusions de l'atelier
- un manuel de suivi-évaluation spécifique pour le projet « Ben Kunafoni » détaillant 1/ le dispositif de suivi de la mise en œuvre du projet, 2/ les modalités pour le relevé des indicateurs du cadre logique, 3/ la liste des outils à utiliser pour la collecte de chaque type de données (questionnaire d'enquête, fiche de suivi, base de données, matrice Excel, etc.)
- les outils prêts à l'utilisation pour la collecte des données
- le cas échéant, le cadre logique révisé si certains indicateurs devaient être ajustés.

Ces 4 documents constituent les livrables de la prestation.

Les modalités de validation finale des livrables seront les suivantes :

Une version provisoire du manuel de suivi-évaluation, des outils et du cadre logique actualisé/révisé, issus des travaux menés pendant l'atelier, sera adressée au Grdr et à ses partenaires.

Après analyse par le Grdr et ses partenaires, cette version provisoire sera retournée au prestataire avec les observations pour amélioration. Après avoir intégré les observations et propositions du Grdr et de ses partenaires, le prestataire fournira la version finale au Grdr et ses partenaires pour validation.

2. Gestion et conduite de la prestation

Le prestataire est entièrement responsable des activités spécifiques énumérées au point 1 ci-dessus. La méthodologie proposée n'étant pas exhaustive, le prestataire est invité à élaborer et à présenter dans son offre une approche méthodologique complémentaire/alternative ainsi que les modalités de son organisation de façon à satisfaire aux résultats attendus des présents termes de référence et remettre les livrables attendus. La méthodologie retenue fera l'objet d'une note de cadrage validée préalablement au démarrage de la prestation.

Le prestataire devra inscrire sa démarche dans un cadre déontologique de préservation de la confidentialité.

Le prestataire réalisera cette prestation sous la responsabilité du consortium avec le Grdr comme responsable contractuel (le coordinateur technique du projet sera l'interlocuteur direct du prestataire).

IV. CALENDRIER

1. Date de début et période de mise en œuvre des tâches

Le **calendrier prévisionnel** de la prestation est étalé **provisoirement** sur une période de 21 jours et la date prévue pour le début de la prestation est fixée au 15 janvier 2023 et la fin au 1^{er} mars 2023.

Les détails indiqués dans le tableau ci-dessous sont susceptibles d'être modifiés avec l'accord de l'ensemble des parties concernées.

Tableau de répartition des jours de prestation pour la conception et validation du dispositif de suivi-évaluation et ses outils y compris l'atelier de co-construction.

Activités	Prestation
Travail préparatoire du consultant (prise de contact, note de cadrage et revue documentaire)	2
Proposition d'une 1 ^{ère} ébauche du plan de suivi/évaluation du projet (un manuel de suivi-évaluation spécifique pour le projet « Ben Kunafoni » détaillant 1/ le dispositif de suivi de la mise en œuvre du projet, 2/ les modalités pour le relevé des indicateurs du cadre logique, 3/ la liste des outils à utiliser pour la collecte de chaque type de données - questionnaire d'enquête, fiche de suivi, base de données, matrice Excel, etc.-).	10
Animation de l'atelier de co-construction du dispositif de suivi-évaluation et de son opérationnalisation.	2
Production d'une version provisoire du manuel de suivi-évaluation, des outils et du cadre logique actualisé/révisé	3
Production de la version finale des livrables : <ul style="list-style-type: none">- une synthèse des conclusions de l'atelier ;- un manuel de suivi-évaluation spécifique pour le projet « Ben Kunafoni » détaillant 1/ le dispositif de suivi de la mise en œuvre du projet, 2/ les modalités pour le relevé des indicateurs du cadre logique, 3/ la liste des outils à utiliser pour la collecte de chaque type de données (questionnaire d'enquête, fiche de suivi, base de données, matrice Excel, etc.) ;- les outils prêts à l'utilisation pour la collecte des données ;- le cas échéant, le cadre logique révisé si certains indicateurs devaient être ajustés.	4
TOTAL	21

2. Calendrier indicatif de la prestation :

Le calendrier (à titre indicatif) de la prestation est présenté dans le tableau qui suit :

Période Activités	Janvier 2023		Février 2023		
	11-15	15-31	A déf	5-15	05-28
- Travail préparatoire du consultant (prise de contact, note de cadrage et revue documentaire)					
- Proposition d'une 1ère ébauche du plan de suivi/évaluation du projet (un manuel de suivi-évaluation spécifique pour le projet « Ben Kunafoni » détaillant 1/ le dispositif de suivi de la mise en œuvre du projet, 2/ les modalités pour le relevé des indicateurs du cadre logique, 3/ la liste des outils à utiliser pour la collecte de chaque type de données - questionnaire d'enquête, fiche de suivi, base de données, matrice Excel, etc.-).					
- Animation de l'atelier de co-construction du dispositif de suivi-évaluation et de son opérationnalisation.					
- Production d'une version provisoire du manuel de suivi-évaluation, des outils et du cadre logique actualisé/révisé					
Production de la version finale des livrables : - une synthèse des conclusions de l'atelier ; - un manuel de suivi-évaluation spécifique pour le projet « Ben Kunafoni » détaillant 1/ le dispositif de suivi de la mise en œuvre du projet, 2/ les modalités pour le relevé des indicateurs du cadre logique, 3/ la liste des outils à utiliser pour la collecte de chaque type de données (questionnaire d'enquête, fiche de suivi, base de données, matrice Excel, etc.) ; - les outils prêts à l'utilisation pour la collecte des données ; - le cas échéant, le cadre logique révisé si certains indicateurs devaient être ajustés.					

V. BESOINS

1. Ressources humaines

Un prestataire spécialisé en suivi-évaluation est sollicité pour la mise en place du dispositif de suivi-évaluation et d'outils de suivi des indicateurs.

2. Prestataire

Le prestataire peut être constitué d'un/une consultant.e ou d'une équipe de deux consultant.es de profils complémentaires. Le prestataire assure entièrement la réalisation de la prestation. Le soumissionnaire doit fournir dans son dossier de candidature la période de la prestation.

3. Profil recherché

- **Qualifications et compétence :**
 - être titulaire d'un diplôme universitaire (Bac + 4 ans minimum) ;
 - très bonne maîtrise des outils de planification GAR et de suivi-évaluation ;
 - très bonne expertise en suivi-évaluation ;

- connaissance des problématiques médias et citoyenneté (en particulier connaissance du secteur d'appui aux médias serait un plus)
- **Expériences recherchées :**
 - accompagnement de programmes dans le Suivi évaluation et la gestion axée sur les résultats (GAR) (mise en place de dispositif de suivi-évaluation, d'outils de suivi des indicateurs, etc.) de programmes ou projets ;
 - conception et mise en place de base de données pour mesurer, analyser et évaluer la qualité des indicateurs de programmes ou projets ;
 - adaptation des indicateurs d'effets et d'impact aux contextes complexes et difficiles.

N.B : en cas d'une équipe de deux consultant.es de profils complémentaires, la répartition des Hommes/Jours sera fonction de la méthodologie proposée

VI. MOYENS MATÉRIELS ET LOGISTIQUES

Le Grdr met à la disposition du prestataire le cadre logique et autres documents pertinents pour la prestation, une salle de formation équipée de vidéoprojecteur pour l'atelier de co-construction et si nécessaire pour les séances de restitution. Hormis ceux-ci, aucun moyen supplémentaire ne sera mis à la disposition du prestataire, en dehors des indications du budget annexé au contrat. Le prestataire est tenu de disposer d'autres moyens et équipements nécessaires pour réaliser convenablement sa prestation.

Le budget maximal prévu pour l'ensemble de la prestation, tous frais/taxes/imprévus compris, est de 2.200.000 Franc CFA.

L'enveloppe financière proposée pour la réalisation de cette prestation doit couvrir tous les frais liés à la prestation et sont estimés en honoraire.

Cependant, pour l'atelier de co-construction, la prise en charge des participants sera assurée par le Grdr et ses partenaires sauf celle du prestataire.

VII. PRODUITS ATTENDUS/LIVRABLES :

Au terme de la prestation, le prestataire aura à fournir la version électronique sur clé des livrables ci-dessous :

- une synthèse des conclusions de l'atelier
- un manuel de suivi-évaluation spécifique pour le projet « Ben Kunafoni » détaillant 1/ le dispositif de suivi de la mise en œuvre du projet, 2/ les modalités pour le relevé des indicateurs du cadre logique, 3/ la liste des outils à utiliser pour la collecte de chaque type de données (questionnaire d'enquête, fiche de suivi, base de données, matrice Excel, etc.)
- les outils prêts à l'utilisation pour la collecte des données
- le cas échéant, le cadre logique révisé si certains indicateurs devaient être ajustés

VIII. SOUMISSION ET SELECTION :

1. Critères de sélection

Le soumissionnaire est invité, en prenant connaissance des présents termes de référence, à faire des propositions techniques et financières pour la prestation. La sélection s'effectuera sur la base qualité/prix. La base de pondération est de 80% de la note technique et 20% de la note financière.

Les offres seront évaluées techniquement selon la grille suivante :

Organisation et méthodologie	50
Compréhension de la prestation et des termes de référence).	10
Méthodologie et livrables	30
Calendrier des activités.	10
Pertinence des profils des consultants	50
Qualifications et compétences telles que décrites dans les présents TdR ;	20
Expériences recherchées telles que décrites dans les présents TdR	30
Note totale globale	100

2. Modalités de soumission

Les offres technique et financière doivent comprendre :

- CV de l'expert ou des experts ;
- proposition technique ;
- proposition d'honoraire journalier en CFA.
- la copie du Numéro d'Identification Fiscal (facultative lors du dépôt du dossier). *Dans tous les cas le candidat retenu doit, après attribution du marché, prévaloir la preuve détention du NIF avant la signature du contrat de prestation.*

Les offres techniques et financières doivent être envoyées au plus tard le 09 janvier 2023 à 15h 00 GMT à hassana.valcouye@grdr.org et en cc à kaves@grdr.org pour objet : « Proposition-Dispositif S&E Bèn Kunafoni ».

Annexe 1 : Matrice cadre logique/activités du projet « médias citoyens pour la paix et le vivre ensemble “Bèn Kunafoni” »

	Chaîne de résultats	Indicateur	Niveau de référence	Cible	Source et moyen de vérification	Hypothèses
Impact (objectif général)	Contribuer au renforcement de la démocratie, de l'Etat de Droit et à la paix au Mali à travers la participation citoyenne des OSC et l'implication des médias.	<p>Indicateur OG1 : Classement du Mali selon l'indice de la démocratie dans le monde</p> <p>Indicateur OG2 : Taux de variation de la population des territoires d'intervention, satisfaite du processus démocratique</p> <p>Indicateur OG3 : Taux de variation des médias impliqués dans la promotion de la démocratie</p>	<p>3.93 / 111 (2020)</p> <p>Non disponible (ND) (2021)</p> <p>ND (2021)</p>	<p>- (2024)</p> <p>+20% (2024)</p> <p>+40% (2024)</p>	<p>Source OG1 : Classement mondial de l'Economist Intelligence Unit</p> <p>Sources OG2 : Rapports des sondages d'opinion (début et fin de projet), rapports intermédiaires du projet, rapport d'évaluation finale</p> <p>Sources OG3 : Rapport de l'étude de référence, cartographie des médias, rapports intermédiaires du projet, rapport d'évaluation finale</p>	
Effet (Objectif spécifique)	Promouvoir les valeurs démocratiques - liberté d'expression, libertés des médias, pluralisme-, du vivre ensemble et de la non-violence auprès de la société civile (notamment des OSC de jeunes) et des médias, ainsi qu'un accès à une information fiable et plurielle, dans les régions de Kayes, Sikasso, Mopti, et le district de Bamako.	<p>Indicateur OS1 : Classement du Mali en termes de liberté de la presse et de liberté d'expression</p> <p>Indicateur OS2 : Taux de variation des OSC de jeunes et de femmes des territoires d'intervention, impliqués dans la promotion des valeurs démocratiques, du vivre ensemble et de la non-violence</p> <p>Indicateur OS3 : Taux de variation des médias, OSC de jeunes et de femmes des territoires d'intervention, considérés comme des acteurs positifs du processus démocratique</p>	<p>99^e pays/180 (2021)</p> <p>ND (2021)</p> <p>0 (2021)</p>	<p>- (2024)</p> <p>+20% (2024)</p> <p>+ 50% (2024)</p>	<p>Source OS1 : Classement mondial de la liberté de la presse - Reporters Sans Frontières</p> <p>Sources OS2 : Rapports des sondages d'opinion, rapports des études, MAPOSC, rapports périodiques du projet, rapport de l'évaluation finale</p> <p>Sources OS3 : Rapports des sondages d'opinion, rapports périodiques du projet, rapport de l'évaluation finale</p>	<p>Stabilité politique du pays (élections présidentielles organisées dans un climat apaisé selon les règles démocratiques)</p> <p>La situation sécuritaire ne se dégrade pas dans les territoires d'intervention du projet</p> <p>La situation sanitaire est maîtrisée surtout la COVID-19</p> <p>Les acteurs et bénéficiaires clés se mobilisent et adhèrent à la démarche</p>

		Indicateur OS4 : # de médias citoyens impulsés par le projet pour garantir le pluralisme dans les régions d'intervention	0 (2021)	2 (2024)	Sources OS4 : Contenus diffusés, rapports périodiques du projet, rapport de l'évaluation finale	Fortes implication et collaboration formelle avec les services de l'Etat (structures chargées de la régulation des médias, cellule nationale de la cohésion sociale de la paix et de la réconciliation nationale...)
Autres effets	R1 : La société civile, les autorités locales et administratives disposent d'un état des lieux actualisé de la situation dans leurs territoires en matière de pluralisme et d'accès à l'information, ainsi que d'une meilleure connaissance du cadre réglementaire et des enjeux de professionnalisation et régulation des médias	Indicateur 1.1 : Niveau de compréhension et reconnaissance des enjeux liés à l'accès à l'information par les acteurs des territoires d'intervention	Faible (2021)	Elevé (2024)	Sources indicateur 1.1 : Base de données cartographique des médias et sa diffusion, rapport d'analyse de la situation de référence sur les thématiques du projet, rapports d'évaluation pré et post formation, questionnaire auprès des participants lors des ateliers de validation des études, rapports intermédiaires du projet, rapport d'évaluation finale	Stabilité de la situation sécuritaire, sanitaire et politique au Mali Accès sécurisé aux zones d'intervention Disponibilité et accompagnement des services de l'Etat, des médias spécialistes des thématiques du projet
	R2 : Les acteurs clés du secteur des médias et les acteurs locaux (OSC et autorités locales et administratives) renforcent leurs compétences et leur rôle dans la diffusion des valeurs démocratiques, de vivre ensemble et de non-violence.	Indicateur 2.1 : # d'OSC et de médias locaux accompagnés qui ont participé à au moins une action de diffusion des valeurs démocratiques, de vivre ensemble et de non-violence Indicateur 2.2 : # de femmes contribuant à la diffusion des valeurs démocratiques, de vivre ensemble et de non-violence à travers les médias et les réseaux sociaux	0 (2021) 0 (2021)	50 (2024) 80 (2024)	Sources indicateur 2.1 : Rapports périodiques du projet, articles de presse, rapports d'évaluation finale Sources indicateur 2.2 : Rapport des comités de veille, articles de presse et contenus diffusés sur les réseaux sociaux (billets de blog, vidéos, podcasts, enregistrements émissions radio, etc.), rapport des OSC et professionnels de	Stabilité de la situation sécuritaire et sanitaire au Mali Accès sécurisé aux zones d'intervention Les acteurs clés se mobilisent et adhèrent à la démarche Disponibilité et fonctionnalité des Services de l'Etat

		Indicateur 2.3 : Taux de variation de l'audience des médias en ligne et des bloggeurs accompagnés dans le cadre du projet	0 (2021)	+30% (2024)	médias bénéficiaires des subventions en cascade, rapport d'évaluation finale Sources indicateur 2.3 : Statistiques des médias et audience des pages et comptes sur les réseaux sociaux	Disponibilité de ressources humaines de qualité au sein des OSC et des médias Forte implication et collaboration formelle avec les services de l'Etat
	R3 : Des mécanismes de veille et de capitalisation alimentent un plaidoyer auprès des décideurs au niveau local et national ainsi que la sensibilisation des populations.	Indicateur 3.1 : # de cas remontés et traités par les comités de veille en lien avec la liberté d'expression et les valeurs démocratiques	0 (2021)	30 (2024)	Sources indicateur 3.1 : Rapports des comités de veille, rapports périodiques du projet, rapport d'évaluation finale	Stabilité de la situation sécuritaire, politique et sanitaire au Mali
Indicateur 3.2 : # d'internautes partageant les publications de Sahelink sur la liberté de la presse et les valeurs démocratiques		0 (2021)	500 (2024)	Source indicateur 3.2 : Statistiques Sahelink	Forte implication et collaboration des leaders communautaires sur les enjeux sensibles	
Indicateur 3.3 : # d'initiatives accompagnées par les autorités locales et nationales inspirées par le projet sur les valeurs démocratiques, de vivre ensemble et de non-violence		0 (2021)	4 (2024)	Sources indicateur 3.3 : Articles de presse locaux, contenu diffusés (supports des médias et les réseaux sociaux), rapports de la Direction régionale de la Statistique de l'Informatique de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRSIAP), rapports intermédiaires du projet, rapport d'évaluation finale		
Produits	Produits liés au R1 Etudes réalisées sur l'accès à l'information et la qualité de l'information	Indicateur P1.1 : # d'études produites et diffusées	0 (2021)	6 (2024)	Source indicateur 1.1 : Rapport des études et # d'exemplaires diffusés	
	Produits liés au R2 Personnes formées sur bonnes pratiques du journalisme, les défis liés à la désinformation,	Indicateur P2.1 : # de personnes formées (par profil/ âge et sexe)	0 (2021)	440 (2024)	Source indicateur 2.1 : Rapports de formations et listes de présence	

<p>les valeurs démocratiques, le vivre ensemble et la non-violence</p> <p>Personnes sensibilisées aux valeurs démocratiques, le vivre ensemble et la non-violence via le partage d'expériences et les temps de concertations</p> <p>Charte des bloggeurs élaborée</p> <p>Initiatives citoyennes déployées dans les territoires d'intervention du projet</p>	<p>Indicateur P2.2 : # de rencontres de concertation organisées</p> <p>Indicateur P2.3 : # de charte des blogueurs</p> <p>Indicateur P2.4 : # d'initiatives appuyées</p>	<p>0 (2020)</p> <p>0 (2021)</p> <p>0 (2021)</p>	<p>42 (2024)</p> <p>1 (2024)</p> <p>38 (2024)</p>	<p>Source indicateur 2.2 : Rapport des ateliers débats et webinaires</p> <p>Source indicateur 2.3 : Compte-rendu de l'atelier de construction et de validation de la Charte des blogueurs du Mali</p> <p>Sources indicateur 2.4 : Rapport des comités de sélection des initiatives, rapports d'exécution des initiatives</p>	
<p>Produits liés au R3</p> <p>Mécanismes de veille opérationnels</p> <p>Canaux de diffusion de messages sur les enjeux de la liberté d'expression en termes de démocratie, vivre ensemble et non-violence, mobilisés</p> <p>Kits d'éducation aux médias</p>	<p>Indicateur P3.1 : # de comités de veille mis en place et fonctionnels</p> <p>Indicateur P3.2 : # de personnes sensibilisées</p> <p>Indicateur P3.3 : # d'articles de presse, de vidéos, podcasts, de billets de blogs sur les thématiques de la démocratie, du vivre ensemble et de la non-violence, diffusés sur SaheLink</p> <p>Indicateur P3.4 : # de kit d'éducation aux médias distribués et présentés en milieu scolaire</p>	<p>0 (2021)</p> <p>0 (2021)</p> <p>0 (2021)</p> <p>0 (2021)</p> <p>0 (2021)</p>	<p>3 (2024)</p> <p>65 550 (2024)</p> <p>63(2024)</p> <p>60 (2024)</p> <p>4 (2024)</p>	<p>Sources indicateur 3.1 : Rapports périodiques du projet, rapports des comités de veille</p> <p>Sources indicateur 3.2 : Statistiques SaheLink, rapport des sessions de sensibilisation</p> <p>Sources indicateur 3.3 : Compte-rendu des campagnes de mobilisation,</p> <p>Sources indicateur 3.4 : Affiches, flyers et livrets sur l'éducation aux médias</p>	

	Documents de synthèse des concertations au niveau national et local et livret de capitalisation	Indicateur P3.5 : # de documents de synthèse produits			Sources indicateur 3.5 : Compte-rendu des ateliers de clôture et actes du forum de haut niveau et livret de capitalisation	
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------	--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Matrice des activités

<p>Activités de démarrage du projet</p> <p>A.0.1 : Mise en place des instances de pilotage et du dispositif de suivi du projet</p> <p>A.0.2 : Organisation de forums de lancement dans les régions d'intervention du projet</p> <p>A.0.3 : Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation du projet</p>		
<p>Activités liées au R1</p> <p>A.1.1 : Produire des connaissances sur la liberté d'expression, la liberté des médias et le pluralisme au Mali</p> <p>A.1.1.1 Co-produire une étude cartographique des médias et actualiser une cartographie des OSC intervenant sur les thématiques du projet dans les territoires d'intervention</p> <p>A.1.1.2 Elaborer une étude sur l'accès à l'information et la qualité de l'information (incluant un recueil des textes législatifs avec un lexique sur les médias, sous forme de guide de vulgarisation pour les journalistes / hommes et femmes de médias)</p> <p>A.1.1.3 Réaliser des sondages d'opinion sur l'accès à l'information et la qualité de l'information.</p> <p>A.1.2 : Vulgariser et diffuser les connaissances produites sur liberté d'expression, la liberté des médias, le pluralisme et l'accès de l'information au Mali</p> <p>A.1.2.1 : Organiser des ateliers de validation et de restitution des travaux effectués en région et à Bamako</p> <p>A.1.2.2 : Diffuser les études réalisées auprès des autorités administratives et locales</p> <p>A.1.2.3 : Produire une cartographie interactive (« webmap ») des médias (à partir de l'étude cartographique de l'activité A.1.1.1)</p> <p>A.1.2.4 : Produire un livret de capitalisation sur l'approche mise en œuvre par le projet</p>	<p>Ressources humaines : Equipe projet (Grdr et AZHAR), personnes ressources et consultants, prestataires (études, enquêteurs...) Back Office (sièges du CCFD-Terre Solidaire, AZHAR et du Grdr)</p> <p>Moyens techniques : Location et fonctionnement de bureaux, motos, location de véhicules, entretiens/réparations des véhicules, fournitures et équipement de bureau, ordinateurs, clés USB, smartphones, carburant, frais de déplacement et d'hébergement</p> <p>Etudes : 1 étude, 1 cartographie des médias, 1 cartographie interactive des médias, 1 cartographie des OSC, 2 sondages, 1 recueil des textes législatifs</p> <p>Concertation : 4 ateliers de validation, 1 restitution à Bamako</p>	<p>Hypothèses</p> <p>Le contexte socio-politique et sanitaire est stable pour assurer la continuité de la mise en œuvre des activités</p> <p>Les moyens de communication (notamment internet) sont de qualité suffisante dans l'ensemble des territoires d'intervention.</p>
<p>Activités liées au R2</p> <p>A.2.1 : Organiser des formations sur les bonnes pratiques du journalisme, les défis liés à la désinformation, les valeurs démocratiques, le vivre ensemble et la non-violence</p> <p>A.2.1.1 Former des professionnels de médias sur les fondamentaux du journalisme citoyen, le journalisme sensible au conflit, au genre et à la jeunesse, l'information en temps de crise</p>	<p>Ressources humaines : Equipe projet (Grdr et AZHAR), personnes ressources et consultants, prestataires (formateurs...) Back Office (sièges du CCFD-Terre Solidaire, AZHAR et du Grdr)</p> <p>Moyens techniques :</p>	

<p>A.2.1.2 Former des hommes et femmes de médias (radios communautaires, communicateurs traditionnels, blogueurs, OJ), les instances de régulation, les collectivités locales et les organisations de la société civile sur leur rôle dans la lutte contre la désinformation (fake news et vérification des faits), les discours de haine, les contenus à caractère extrémiste et terroriste, et pour le respect de la déontologie journalistique</p> <p>A.2.1.3 : Former des OSC et jeunes leaders en montage vidéo, podcasts et photos, ainsi qu'en techniques d'écriture et de diffusion des informations sur les médias sociaux basées sur les techniques d'écritures journalistiques, et sur les thématiques du projet</p> <p>A.2.1.4 Mettre en place un fonds d'appui aux reportages citoyens</p> <p>A.2.2 : Appuyer la concertation et le partage d'expériences entre les acteurs clés du secteur des médias et les OSC – notamment de jeunes</p> <p>A.2.2.1 Organiser des temps de concertation en ligne (webinar, via l'application MonElu) et en présentiel sur le rôle des médias et des OSC dans le renforcement de la démocratie (citoyenneté, liberté d'expression, liberté des médias et pluralisme, lutte contre la désinformation, accès à l'information), du vivre-ensemble (cohésion sociale, prévention et gestion des conflits) et de la non-violence (lutte contre les discours de haine et contenus à caractère extrémiste et terroriste) au Mali</p> <p>A.2.2.2 Organiser des voyages d'échange entre médias et leaders d'OSC des régions d'intervention, et du Niger et de la Mauritanie</p> <p>A.2.2.3 Organiser un atelier de construction et validation de la charte des blogueurs du Mali</p> <p>A.2.3 : Appuyer la mise en œuvre d'initiatives citoyennes en lien avec la promotion de valeurs démocratiques, de vivre ensemble, de non-violence</p> <p>A.2.3.1 Former des OSC (jeunes, femmes, diaspora) sur le montage et la gestion de projets citoyens (y compris appel à projets Hibiscus)</p> <p>A.2.3.2 Financer les initiatives citoyennes portées par les OSC (jeunes et femmes, diaspora) et les professionnels de médias (influenceurs, blogueurs) sur les thématiques de démocratie (citoyenneté, liberté d'expression, liberté des médias et pluralisme, lutte contre la désinformation, accès à l'information), du vivre-ensemble (cohésion sociale, prévention et gestion des conflits) et de la non-violence (lutte contre les discours de haine et contenus à caractère extrémiste et terroriste) au Mali</p> <p>A.2.3.3 Mettre en place un dispositif de suivi des initiatives financées et réaliser des supports de visibilité et valorisation des initiatives soutenues (billets de blog, vidéos, etc.)</p>	<p><i>Location et fonctionnement de bureaux, motos, location de véhicules (entretiens/réparations et carburant), fournitures et équipement de bureau, ordinateurs, imprimantes, carburant, location de salle, frais de déplacement et d'hébergement, Espace connecté de Kayes)</i></p> <p>Formation / concertation : <i>16 sessions de formation en présentiel, 36 ateliers thématiques et 3 webinaires, 2 voyages d'échange 36 ateliers de concertation et 6 webinaires, comités de sélection</i></p> <p>Appui : <i>1 fonds d'appui par région, 30 initiatives (OSC de jeunes et de femmes, médias) à financer</i></p>	
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

<p>Activités liées au R3</p> <p>A.3.1 : Mettre en place des mécanismes de veille citoyenne pour le respect de la liberté d'expression et la modération des abus</p> <p>A.3.1.1 Mettre en place/consolider des comités de veille sur la désinformation et la liberté d'expression dans les régions de Kayes, Sikasso et Mopti</p> <p>A.3.1.2 Former les membres des comités de veille sur la désinformation, la liberté d'expression, les discours de haine et les contenus à caractère extrémiste et terroriste</p> <p>A.3.2 : Animer, en ligne et en présentiel, des campagnes d'information sur les enjeux de la liberté d'expression en termes de démocratie, vivre ensemble et non-violence</p> <p>A.3.2.1 Animer des émissions radios (via les radios communautaires) au niveau des territoires sur les thématiques de la démocratie (citoyenneté, liberté d'expression, liberté des médias et pluralisme, lutte contre la désinformation, accès à l'information), du vivre-ensemble (cohésion sociale, prévention et gestion des conflits) et de la non-violence (lutte contre les discours de haine et contenus à caractère extrémiste et terroriste) au Mali</p> <p>A.3.2.2 Mener un cycle de campagnes digitales thématiques sur la démocratie, le vivre ensemble et la non-violence.</p> <p>A.3.2.3 Organiser le prix du meilleur reportage sur les valeurs démocratiques, la lutte contre les discours de haine et l'extrémisme violent</p> <p>A.3.2.4 Alimenter et animer le site de ressources en ligne / communauté numérique Sahelink</p> <p>A.3.2.5 Organiser des séances d'éducation aux médias dans les collèges et les lycées</p> <p>A.3.3 : Mener un dialogue au niveau institutionnel</p> <p>A.3.3.1 Organiser des rencontres institutionnelles de plaidoyer auprès des décideurs locaux, nationaux</p> <p>A.3.3.2 Organiser un Forum national à Bamako (atelier de réflexion et forum de concertation de haut niveau)</p> <p>A.3.3.3 Organiser des forums de clôture du projet à l'échelle régionale (Kayes, Sikasso, Mopti) et produire un livret de capitalisation</p>	<p>Ressources humaines : <i>Equipe projet (Grdr et AZHAR), personnes ressources et consultants (évaluateurs, auditeurs,), prestataires (production vidéo, graphiste, imprimeurs, community manager...) Back Office (sièges du CCFD-Terre Solidaire, AZHAR et du Grdr)</i></p> <p>Moyens techniques : <i>Location et fonctionnement de bureaux, motos, véhicule (entretiens/réparations et carburant), fournitures et équipement de bureau, ordinateurs, clés USB, smartphones, carburant, location de salle, frais de déplacement et d'hébergement, fonctionnement de 3 espaces connectés (Kayes, Nioro et Yélimané), Civic tech MonElu et Xensa</i></p> <p>Formation/ concertation : <i>3 comités de veille, 1 session de formation</i></p> <p>Sensibilisation : <i>27 émissions radio, 3 campagnes d'information et de mobilisation sur les réseaux sociaux, 8 prix</i></p>	

Annexe 2 : Structure organisationnelle de l'équipe du projet

Structure organisationnelle de l'équipe du projet

Equipe projet	Fonction
Coordinateur technique Grdr	Coordination du projet sur le plan administratif, technique et financier. Rapportage narratif du projet, pré-validation du rapport financier annuel à la DUE et des rapports financiers semestriels au CCFD. Planification et suivi des activités, participation aux réunions externes, représentation du projet auprès des partenaires basés au Mali sur délégation du CCFD. Animation du comité de suivi national. Supervision des activités mises en œuvre à Bamako. Garant du respect du plan de sécurité mis en place.
Chargé de missions Grdr Kayes	Assurer la mise en œuvre des activités sur le terrain Suivi des activités, rapportages.
Chargé de mission Grdr Bamako	Assurer la mise en œuvre des activités sur le terrain. Suivi des activités, rapportages.
Chargé de mission Azhar	Suivi mensuel des activités à Mopti et Sikasso, animation et coordination du dispositif S&E, animation des comités d'orientation régionaux, rapportages
2 assistants de zone Azhar	Assurer la mise en œuvre des activités sur le terrain (régions de Mopti et Sikasso), collecte de données pour le S&E.
Coordinateur Grdr Kayes & Coordinateur Azhar	Appui à et suivi de la mise en œuvre globale du projet. Veille au respect des standards de qualité, validation des rapports narratifs, appui technique à l'équipe projet (formations, mise à dispositions d'outils de gestion de projet, mise en contacts avec des acteurs clé, facilitation de l'accès à l'information). Représentation institutionnelle Grdr à Kayes et Azhar à Bamako. Assure la cohérence globale de l'action en lien avec les autres projets de l'organisation. Animation du comité d'orientation régional à Kayes (Grdr).
Comptable Grdr	Suivi financier des activités du Grdr. Consolidation des dépenses effectuées par les deux codemandeurs, sur la base des pièces justificatives fournies. Élaboration des budgets prévisionnels semestriels et annuels pour le projet, et veille à la stricte application du protocole de sécurité du Grdr. Appui à l'audit financier.
Gestionnaire des opérations Azhar	Veille sur la conformité et le respect des procédures UE. Validation des rapports financiers AZHAR.
Administrateur/finance Azhar	Suivi financier des activités d'Azhar. Élabore les rapports financiers pour les dépenses de Azhar. Prépare les budgets prévisionnels pour Azhar. Appui à l'audit financier.
Logisticien sécurité Azhar	Assure la coordination logistique dans les régions de Mopti et Sikasso. Veille à la stricte application du protocole de sécurité d'Azhar.
Coordinateur institutionnel et partenarial Grdr	Interlocuteur siège Grdr du CCFD-Terre Solidaire. Assure la cohérence globale de l'action en lien avec la stratégie et les relations partenariales de l'organisation.
Référent Suivi-évaluation Grdr	Coordonne et appui la mise en œuvre du dispositif S&E en lien avec le coordinateur technique du projet, participe aux réunions du comité de coordination.
Gestionnaire financier Sahel Grdr	Suivi de la gestion administrative et financière du programme : forme les équipes à la maîtrise des procédures administratives et financières (cahier de procédures), supervise le suivi budgétaire mensuel, établit les rapports financiers consolidés à destination du coordinateur technique et du CCFD – Terre Solidaire, prépare les audits, formation des OSC sur les subventions en cascade.
CCFD Chargée de partenariat Chargée de cofinancement Chargée de gestion financière	Suivi de la mise en œuvre des activités. Appui méthodologique monitoring/suivi/évaluation. Participe à la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de plaidoyer pour le projet. Participe aux réunions du comité de coordination. Assure la cohérence globale de l'action en lien avec la stratégie et les relations partenariales de l'organisation. Finalisation et dépôt des rapports narratifs et financiers auprès de la DUE. Formation aux règles contractuelles de l'UE. Appui pour l'audit financier, l'auto-évaluation et l'évaluation finale